



**PRÉFET
DE L'EURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Arrêté Préfectoral n° UBDEO/ECD/25/100, mettant en demeure la société BRANGEON
RECYCLAGE CENTRE OUEST, située à Criquebeuf-sur-Seine
en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement
en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement**

**Le préfet de l'Eure
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu** le Code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L.121 et L.122 ;
- Vu** le décret du 31 octobre 2024 du Président de la République nommant Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure ;
- Vu** le procès-verbal d'installation de Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure, au 18 novembre 2024 ;
- Vu** le décret du 14 février 2024 du Président de la République nommant Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° DCAT-SJIPE-2024-92 du 18 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° DELE-BERPE-18-389 délivré le 1^{er} mars 2018 à la société ECOSYS pour l'exploitation d'une installation de traitement de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Criquebeuf-sur-Seine à l'adresse suivante VC6, chemin des cateliers concernant notamment la rubrique 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le récépissé de déclaration de changement d'exploitant n°UBDEO/ERC/24/15 daté du 30 janvier 2024 au profit de la société BRANGEON RECYCLAGE CENTRE OUEST ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées relatif à l'inspection du 2 octobre 2025 transmis à l'exploitant par courriel en date du 28 octobre 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu l'absence de remarque par la société BRANGEON RECYCLAGE CENTRE OUEST sur le projet d'arrêté de mise en demeure qui lui a été transmis par courriel réceptionné le 28 octobre 2025 ;

Considérant que lors de la visite du 2 octobre 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- le canon fixe d'extinction incendie prescrit à l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral susvisé n'était pas installé ;
- le poteau incendie à proximité des bassins de récupération des eaux pluviales n'était pas accessible ;
- la vanne de confinement en aval des bassins de récupération des eaux n'était pas accessible ;
- le séparateur d'hydrocarbures n'était pas accessible ;
- les résultats des dernières analyses d'eau montraient des dépassements des valeurs limites d'émission (VLE) pour les paramètres pH, matières en suspension (MES), demande chimique en oxygène (DCO), hydrocarbures ;
- le volume de 520 m³ prescrit à l'article 7.6.5.1 de l'arrêté préfectoral susvisé était indisponible ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 4.3.9, 7.6.3 et 7.6.5.1 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement dans la mesure où :

- l'absence du matériel de sécurité incendie serait de nature à ne pas pouvoir lutter efficacement contre un incendie ;
- l'impossibilité de contenir des eaux d'extinction d'un incendie peut occasionner en cas d'épandage de produits polluants une infiltration dans les sols, dans la nappe phréatique et occasionner une pollution ;
- la diffusion de rejets aqueux ne respectant pas les valeurs limites d'émission présente un risque de pollution des sols, de la nappe phréatique par infiltration lors du déversement dans le bassin prévu à cet effet ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société BRANGEON RECYCLAGE CENTRE OUEST de respecter les prescriptions des articles 7.6.3 et 7.6.5.1 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Eure ;

ARRÊTE

Article premier :

La société BRANGEON RECYCLAGE CENTRE OUEST exploitant une installation de traitement de déchets non dangereux sise chemin du catellier sur la commune de Criquebeuf-sur-Seine est mise en demeure de respecter dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté les dispositions suivantes :

Article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2018 :

L'établissement doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre. Un débit total simultané de 120 m³ /heure disponible pendant deux heures doit être assuré.

L'exploitant doit disposer sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté d'une réserve d'eau permettant de répondre au besoin en eau : un volume de 240 m³ doit être maintenu en permanence. Ce volume pourra être contenu dans une réserve à ciel ouvert dont les caractéristiques techniques devront respecter les dispositions issues de l'annexe 2.5 figurant dans le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie de l'Eure. La signalisation de ce point d'eau incendie doit être matérialisée dès l'entrée du site. Cette réserve d'eau (eau propre) est distincte du dispositif de traitement des eaux pluviales et des jus de compostage (contient des polluants organiques susceptibles d'endommager le matériel des secours).

L'exploitant doit disposer également d'un dispositif d'aspiration avec crépine (moto-pompe) dans le bassin de collecte des eaux pluviales avec canon fixe d'un débit d'eau chargée de 60 m³/h. Un volume d'eau de 120 m³ minimum doit en permanence être disponible dans le bassin d'eaux pluviales. Le personnel doit être formé à l'utilisation de ce dispositif. En cas de départ de feu, l'exploitant doit mettre en œuvre ce dispositif rapidement.

L'exploitant dispose également d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles.

En cas de condition météorologique défavorable susceptible de générer un incendie par auto-échauffement de déchets entreposés, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer une maîtrise du phénomène : prise de température plus fréquentes, arrosage, séparation des tas.

Cette prescription sera considérée comme respectée lorsque l'exploitant aura mis en place le canon fixe, et le dispositif d'aspiration dans le bassin de collecte.

Article 76.5.1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2018 :

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordés au bassin de rétention de 600 m³ qui se déverse dans le bassin de 400 m³. Un volume de 520 m³ doit être maintenu libre en permanence afin de permettre le confinement des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie.

Une vanne de sectionnement en amont des bassins d'infiltration doit permettre de confiner les eaux d'extinction sur le site afin d'éviter l'évacuation de substances polluantes ou dangereuses dans le bassin d'infiltration. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement. Son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Cette prescription sera considérée comme respectée lorsque l'exploitant aura justifié :

- de l'évacuation vers une filière adaptée du trop plein d'eau des bassins de rétention afin de laisser un volume disponible de 520 m³ ;
- du fonctionnement de la vanne de sectionnement située en amont des bassins d'infiltration ;
- du libre accès à la vanne de sectionnement précitée.

Article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2018 :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur via les bassins d'infiltration, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

Paramètres	Concentrations maximales instantanées (mg/l)
Matières En Suspension (MES)	35
Hydrocarbures	5
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	125

Cette prescription sera considérée comme respectée lorsque l'exploitant aura apporté la preuve de l'entretien du séparateur d'hydrocarbures et justifié du respect des VLE sur ses rejets aqueux sur de nouvelles analyses.

Article 2 :

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 :

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rouen, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente par voie électronique au moyen du téléservice "télérécourse citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 :

Le présent arrêté est notifié à la société BRANGEON RECYCLAGE CENTRE OUEST.

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Eure pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie est adressée à :

- monsieur le sous-préfet des Andelys,
- monsieur le maire de Criquebeuf-sur-Seine,
- l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) (DREAL – UBDEO)

Évreux, le **19 NOV. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture



Alaric MALVES